

Un secteur de l'énergie soumis à des tensions géopolitiques croissantes

Olivier Appert

Les marchés de l'énergie se sont détendus depuis 18 mois mais restent très volatils compte tenu de tensions géopolitiques croissantes qui peuvent bouleverser le paysage énergétique. Toutes les sources d'énergie et toutes les zones du monde sont concernées par cette situation inquiétante.

Des regains de tensions au Moyen-Orient

L'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre a créé de nouvelles tensions au Moyen-Orient. Gaza est l'épicentre d'un conflit capable d'embraser la région. Pour l'Iran, la guerre de Gaza et la réémergence de la cause palestinienne ont bloqué l'intégration d'Israël dans le monde arabe consécutive aux accords d'Abraham. La fragmentation de la Syrie perdure. La stabilité de l'Irak est loin d'être acquise. Au Yémen, les Houthis émergent comme acteurs régionaux : les attaques de navires en mer Rouge perturbent le trafic pétrolier et gazier. À ce jour, l'impact de ces tensions sur les marchés de l'énergie a été limité. Mais un dérapage ne peut être exclu.

Le rôle déterminant de la Chine

L'Agence internationale de l'énergie a confirmé ses prévisions de plafonnement de la demande d'énergies fossiles. Mais cela suppose une baisse rapide de la consommation énergétique de la Chine. Il faut rappeler que ce pays consomme la moitié du charbon mondial, qu'il a représenté en 2023 plus de 50 % de la croissance de la demande de pétrole et que sa consommation de gaz ne cesse d'augmenter.

Certes, la situation économique du pays se dégrade. En effet, les trois moteurs de la croissance chinoise sont enrayés. Les tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et le ralentissement de l'économie mondiale pèsent sur les exportations chinoises. La demande intérieure chinoise ralentit : ainsi fin 2022, les ventes au détail ont baissé. Il y a une saturation des investissements dans l'immobilier et les infrastructures : ainsi aujourd'hui, il y a en Chine deux fois plus d'autoroutes qu'aux États-Unis.

Mais la croissance économique reste une priorité pour le pays. L'échéance en 2049 du centième anniversaire de la République populaire de Chine est un enjeu majeur. Or l'énergie reste le talon d'Achille de l'économie chinoise. Il est douteux que la Chine sacrifie à la lutte contre le changement climatique son ambition de devenir la première économie mondiale.

Un impact limité des mesures d'embargo contre la Russie

Les exportations de pétrole (brut et produits) russe sont restées stables en 2023 à 7,5 Mb/j, soit à peine 300 kb/j de moins qu'en 2022 avant la guerre. Les exportations globales vers les pays de l'OCDE sont aujourd'hui négligeables et inférieures de 4,3 Mb/j à leur moyenne d'avant-guerre. En revanche, les exportations russes ont augmenté de 1,8 Mb/j vers l'Inde, de 0,7 Mb/j vers la Chine, de 0,5 Mb/j vers la Turquie et de 0,3 Mb/j vers le Moyen-Orient.

Cependant, pour conquérir ces nouveaux marchés, la Russie a dû consentir une baisse des prix. Le bilan des sanctions économiques sur

Un secteur de l'énergie soumis à des tensions géopolitiques croissantes

l'économie russe est difficile à estimer. Selon le KSE Institute, les sanctions sur le pétrole russe auraient coûté au pays 113 G\$ depuis le début de l'invasion avec une perte supplémentaire estimée à 55 G\$ en recettes d'exportation de gaz en raison de la diversification de l'Europe qui s'est détournée du gaz russe, soit environ 3 % du PIB du pays. Les mesures d'embargo ne semblent pas avoir impacté à ce jour de façon importante le potentiel économique du pays.

Un leadership américain croissant

Les États-Unis ont renforcé leur leadership sur le marché pétrolier avec une production de pétrole et condensats qui a doublé depuis 10 ans alors que celle de ses concurrents, l'Arabie saoudite et la Russie, est restée quasiment stable. La crise n'a eu aucun impact sur la croissance des capacités de production de GNL aux États-Unis. D'ici 2026, la production de gaz devrait augmenter de 7 % par rapport à 2022. Compte tenu d'une demande intérieure stable, la capacité d'exportation de GNL américain devrait augmenter de 65 bcm, soit 60 % par rapport à 2022.

Les investissements dans les énergies renouvelables croissent rapidement. Grâce aux financements dans le cadre de l'*Inflation Reduction*

Act, les États-Unis prennent une position concurrentielle forte dans les technologies de la transition énergétique.

Des interrogations sur la politique allemande

L'invasion de l'Ukraine par les Russes début 2022 a été un véritable choc pour l'Allemagne. Les conséquences visibles sont une hausse des prix et une baisse inédite de la consommation d'énergie (entre 8 et 10 %), surtout électrique (-13 %).

Les objectifs de la coalition en place sont complètement irréalistes : mix électrique 100 % EnR en 2035, mix énergétique 100 % EnR en 2045. Cela s'apparente à une fuite en avant, car les Allemands se rendent bien compte que leur modèle de l'*Energiewende* ne marche pas. L'hydrogène est le joker de la politique allemande : le projet d'importations massives d'hydrogène depuis les déserts (chiliens, australiens, africains...) est un *remake* du projet Desertec qui a été le fiasco que l'on sait.

Pour assurer son approvisionnement en électricité, l'Allemagne compte sur un déploiement massif de renouvelables financé par les mécanismes

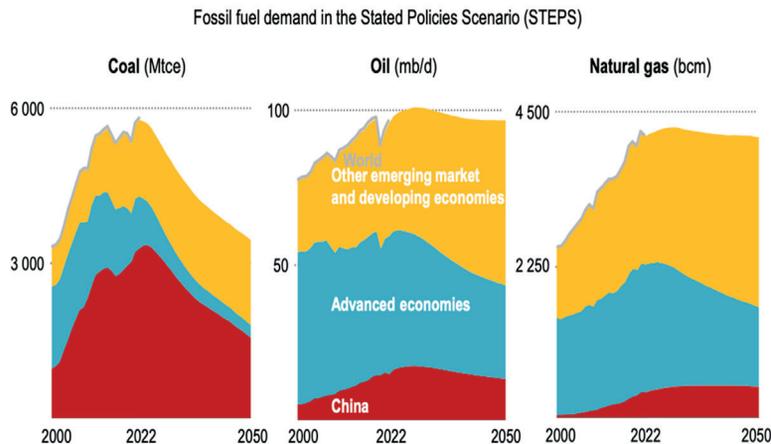


Figure 1. Demande de combustibles fossiles dans le scénario STEPS

Source : Agence internationale de l'énergie

de contrats pour différence (CfD) et des centrales à gaz financées par les mécanismes de capacité. Ceci bouleverse le marché européen de l'électricité en place aujourd'hui.

Cette stratégie allemande pose aussi la question de la relation France-Allemagne. On est rentré dans le dur, c'est-à-dire l'acceptation du nucléaire comme énergie décarbonée. Les rapports deviennent extrêmement tendus avec trois points de blocage principaux : la taxonomie, la couleur de l'hydrogène et le *market design*.

Des enjeux croissants de souveraineté liés à l'approvisionnement en minerais et métaux

Dernier enjeu géopolitique majeur de la transition énergétique, la souveraineté dans les approvisionnements tant pour les ressources minérales que pour les métaux raffinés. Le déploiement rapide des technologies de la transition implique une croissance forte de la demande de ressources minérales. Ainsi, la demande pour les véhicules électriques est 4 fois supérieure à celle des véhicules thermiques et celle pour le solaire photovoltaïque et surtout l'éolien *offshore* est très importante.

La production et la transformation de ces métaux sont encore plus concentrées que pour les énergies fossiles. La production de 50 % du cuivre provient du Chili, 90 % du cobalt provient de la République démocratique du Congo et 70 % des terres rares de Chine. La Chine dispose d'une position quasi monopolistique sur la transformation de ces minerais et des exemples récents ont montré qu'elle n'hésitait pas à utiliser ces armes géopolitiques.

La flambée des prix sur les marchés de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie est derrière nous, mais les prix restent à un niveau supérieur à ce qu'on a connu avant la crise. C'est en particulier le cas pour l'Europe. Les tensions géopolitiques persistent, voire se sont renforcées et cela se traduit par une volatilité sur l'ensemble des marchés de l'énergie. Cette situation fait peser une menace sur les économies européennes.

Il est ainsi urgent que l'Union européenne profite de la détente relative des marchés de l'énergie pour engager une politique visant à assurer une résilience durable de nos économies.

BIOGRAPHIE

Diplômé de l'École polytechnique et ingénieur des mines, **OLIVIER APPERT** a occupé des fonctions de direction dans des administrations et des entreprises, essentiellement dans le domaine de l'énergie et de la technologie, et aussi à l'AIE de 1999 à 2003. De 2003 à 2015, il a été président-directeur général de IFP Energies nouvelles. Il a présidé le Conseil Français de l'Énergie de 2010 à 2018 et est aujourd'hui conseiller du centre énergie de l'Ifri et membre de l'Académie des technologies.